



L'anar déchainé

L'ANAR OSEUR A OSE

Numéro 2
Octobre 2011
Aperiodique



PRIX LIBRE (tu donnes ce que tu peux/veux) Journal diffusé par l'association CULINA <http://www.culina.herbesfolles.org>

C'est quoi un anarchiste

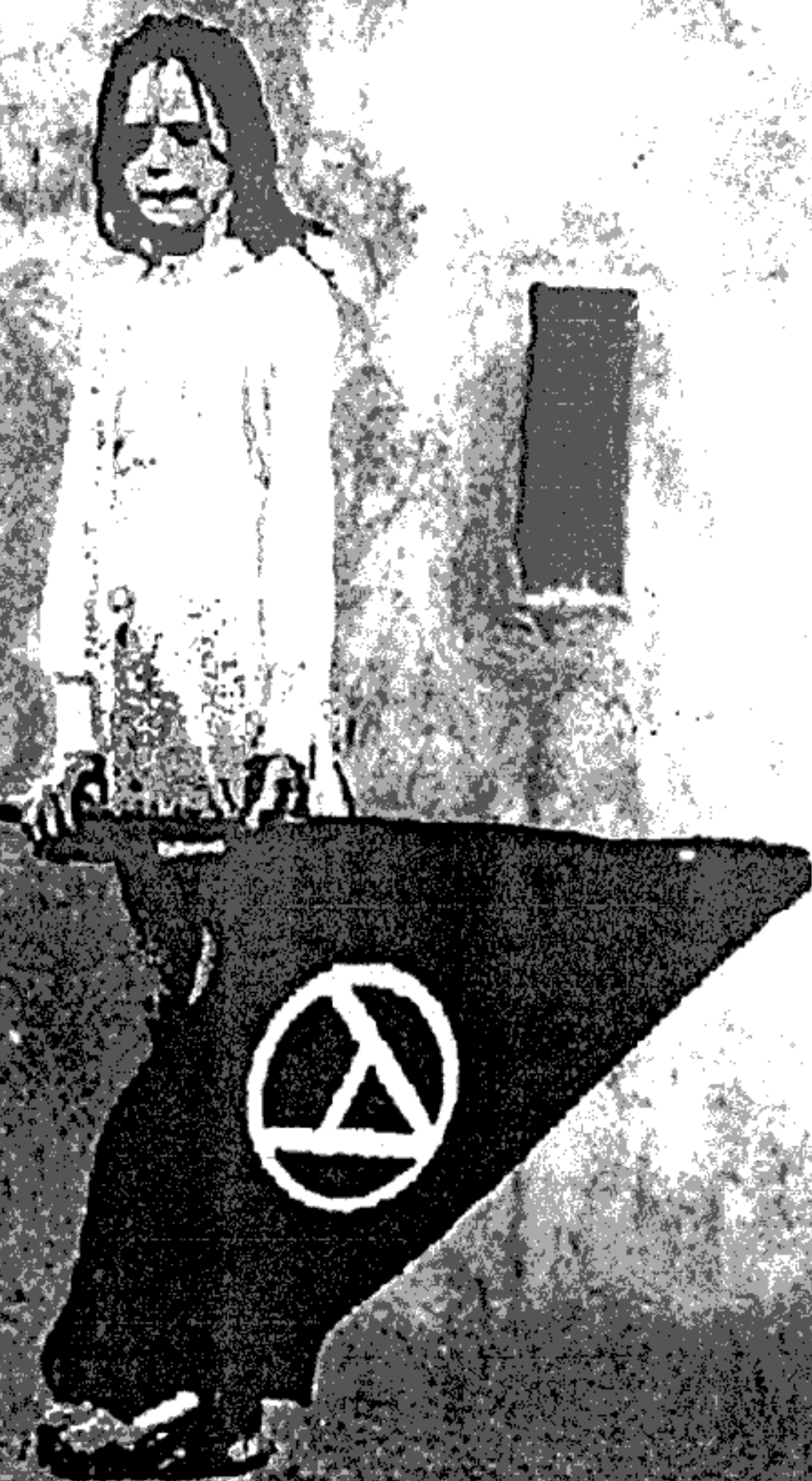
Courrier d'électeurs

Sahara occidental : Oublié
des Droits de l'Homme

Chronique d'un antifascisme ordinaire

un soir à Saint-Ingberg

Portrait



C'EST QUOI UN ANARCHISTE ?

Il est évident que la définition qui s'ensuit ne peut entrer dans le cadre du Larousse ou autre institution intellectuelle, puisque des mecs comme Valéry Giscard-d'estaing ,ou Jean d'Ormesson (le célèbre sarkozyste écrivain et non pas écrivain sarkozyste) font parti de l'académie Française et se chargent de donner une définition à notre vocabulaire si riche !! Et de toute façon on s'en fout d'être dans le Larousse !

Cette définition, c'est donc ce que je perçoit de cet(te) anarchiste .
Au début, alors même que je faisais parti du mouvement, j'avais du mal a me définir en tant qu'anarchiste car finalement cela revenait à quitter un groupe pour en intégrer un autre. Mais peu à peu je me suis rendu compte qu'aucun concept ou vision ne s'impose à l'anarchiste, à part celui de liberté. Et c'est en cela que réside la particularité de cet individu, car la liberté n'a d'autres buts que de rendre possible et audible l'expression de chacun. Ce chacun pouvant être un enfant, une femme, un vieillard, une amicale de philatéliste, une bergère hongroise ou un paléologue sumatranais... son expression pouvant être la littérature, le discours, la pratique du golf, la prise de Lsd, la gravure sur médaille, ou le tambourin à grelot...
Finalement ce qui importe à l'anarchiste est qu'aucune domination ne puisse nuire à l'expression d'une volonté et c'est pour cela que Les anarchistes se retrouvent généralement à lutter contre les formes de dominations les plus évidentes.

Histoire d'en faire un bref résumé je citerai d'abord l'Etat : chef de file de la domination, non pas seulement parce qu'il fait graver « liberté, égalité, fraternité » sur des mairies qui se chargent d'expulser des réfugiés politiques, mais parce que l'Etat est la superstructure qui permet l'établissement d'un ensemble d'institutions qui se foutent pas mal de soumettre les êtres humains. Lutter contre l'Etat est pour l'anarchiste un moyen de lutter contre l'ensemble des institutions qui l'incarnent et par conséquent les valeurs que celles-ci diffusent.
C'est ainsi qu'en refusant le pouvoir de l'armée, de la finance (au travers de la bourse, des banques et assurances), des partis et syndicats, de l'éducation (civique...) l'anarchiste entend lutter contre la violence, l'argent, la domination d'une élite, et l'aveuglement qui sont autant de barrières à l'émancipation de tous et pas seulement des citoyen(ne)s.

Mais la lutte pour la liberté ne peut se résumer à lutter contre des institutions qui cachent des formes de soumissions plus profondes. C'est pourquoi l'anarchiste remet en cause des formes moins « concrètes » d'asservissement que sont le patriarcat,(au moins aussi vieux que l'Homme !), la domination sur la nature ou bien la prépondérance de l'occident sur le monde (\$\$\$) .En effet l'anarchiste ne voit pas de frontières à son combat et ne veut en aucune manière en façonner, il/elle pense même que la vieille du 3ème qui accepte de partager sa tarte aux pommes en disant que les politiques sont tous pourris a autant à nous apprendre sur le sujet qu'un théoricien russe du XIXème ... C'est pourquoi l'anarchiste sait qu'il est bon de toujours remettre les choses en questions même, et surtout, quand cela brouille son égo.

Je dirai même que : L'anarchiste n'a aucune morale à imposer aux autres et c'est en cela qu'il se plaît dans le bonheur de ceux-ci.



Dans la mesure où la rédaction de "l'Anar déchaîné" se trouve ouverte à tout type de critique ou intervention (sauf les nazis et le PS) nous avons décidé de publier ce texte d'un proche dont nous ne partageons pas forcément ses convictions suivis d'une réponse plus en phase avec notre idéal. Bonne lecture

SAUVER L'ÉTAT

« À mort l'État »; voilà ce à quoi je ne peux consentir. Brûlons-le plutôt, et des cendres qui se seront constituées, faisons-le renaître pour qu'il corresponde à ce que l'on voudrait qu'il soit, à ce qu'il devrait être.

Si certains en sont arrivés à considérer l'État comme un facteur d'oppression et d'inégalités, c'est que l'homme n'a jamais su le construire d'une telle manière qu'il soit la structure d'une société qui serait le seul lien véritablement propice à sa liberté. En effet, loin de faire prendre conscience à chacun qu'il est libre et qu'il doit être l'acteur principal de son existence (faite de choix), l'État infantilise le citoyen qui vit alors sous l'autorité d'un objecteur de conscience. Il est orienté dans toutes ses décisions, non par le seul travail de son entendement qui lui pointerait du doigt son devoir, mais par des considérations pseudo morales que l'État se croit habilité à édicter et qui n'ont d'autre fondement que des nécessités économiques, dissimulées par une ribambelle de considérations faussement éthiques et de bons sentiments.

Je tire une cigarette du paquet que j'ai entre les mains et lis « Fumer tue » ou alors me sante aux yeux une image de poumons carbonisés par cette consommation nocive qu'est celle du tabac. Est-ce pour préserver mon souffle que l'État m'encourage à stopper l'habitude qui m'a rendu dépendant à la nicotine ou bien pense-t-il aux fonds qu'il devra mettre à ma disposition si je tombe malade et devient alors un fardeau pour cette société qui n'a jamais vraiment toléré ceux dont l'utilité n'est pas productrice de richesses?

Dans ces conditions, il m'est impossible de prendre des décisions dont j'aurais la maîtrise intégrale; dans leur constitution, entre en compte ce qui émane de moi-même, de ma raison (qui est commune à tous les hommes), mais aussi ce qui résulte de tous les parasitages possibles qui entravent ma liberté (parmi eux, messages officiels et autres campagnes publicitaires). Mais non content d'être imparfait, notre État actuel se rend responsable de tous les maux qui accablent notre pays par la tendance au désengagement des affaires publiques qui le ronge tous les jours un peu plus.

La France est gangrenée par des problèmes d'ordre sociaux, économiques, commerciaux; la faute en incombe à notre État, ou plutôt à ce que nos politiques (et donc également nous) en ont fait. Son laxisme vis-à-vis de l'industrie et de l'économie a profondément dégradé la situation des travailleurs, les lois qu'il a consenti à édicter ont, entre autres, flatter les instincts les plus ignobles des êtres faibles et dépourvus d'esprit critique qui se sont alors tournés vers les idéologies prônant le racisme et l'intolérance. En somme, rien ne va ou plutôt, rien n'ira bientôt plus. Certains domaines fonctionnent encore correctement en France; parmi eux, celui de la santé dans lequel l'État joue encore un rôle essentiel. Même si l'importance grandissante des mutuelles peut nous faire craindre le pire quant à la prise en charge des soins, le système de la sécurité sociale française conserve une certaine efficacité.

Voilà peut-être le modèle qui pourrait (devrait?) servir de fondement à une politique qui envisagerait une refonte de la société ayant pour but de remettre l'État au centre des activités qui nécessitent son omniprésence, telles que les transports, la santé, l'industrie, l'éducation etc. Cette force publique garantit un accès démocratique à tous ces services indispensables à la vie de « l'homme moderne ». Au lieu de cela, l'État délègue, dissout toujours un peu plus son pouvoir, réduit sans cesse son champ de compétence pour préférer les privatisations. C'est ainsi que des secteurs comme la communication, la santé, l'éducation se voient être dominés par des exigences de rentabilité comptable qui jurent avec leur mission première, c'est-à-dire offrir leurs services à la population la plus large possible. En 2004, c'est officiel, moins d'un tiers du capital de France Télécom (minorité de blocage) appartient à l'État. L'ouverture à la concurrence semble donc être aujourd'hui à la mode car outre celle de France Télécom, celle de GDF, EDF, de la S.N.C.F. ou encore de la poste sont toutes en très bonne voie.

Pour ma part, je crois en un État fort, régulateur, qui saurait imposer sa loi à une économie sauvage qui s'enrichit en ne se préoccupant de rien d'autre que de son propre intérêt. Il ne faudrait pour cela qu'une chose, que les puissants qui tiennent les rennes de notre pays veuillent véritablement œuvrer pour ce qui fait le but et la raison d'être de l'État, l'intérêt général.

J'ai conscience du décalage existant entre les valeurs que j'exprime et celles que prône la rédaction de ce fanzine, davantage orientée vers une pensée libertaire et anarchiste (qui d'ailleurs nourrit la mienne). J'espère que la réflexion du lecteur pourra se nourrir de cette pluralité des points de vue, fondement même de tout débat d'idée qui se donne pour objectif de changer les mentalités.

À QUOI BON BRÛLER UN SYSTÈME OPPRESSIF POUR LE FAIRE RENAÎTRE ENSUITE ?

Nous sommes d'accord pour dire qu'actuellement l'État est une institutionnalisation de l'oppression et des inégalités. D'après toi c'est parce que nous n'avons pas encore trouvé le truc qui le rendrait propice à la liberté. D'après nous, baser la structure d'une société sur la délégation des pouvoirs est par essence même destructeur de liberté. L'État est une institution nationale (c'est-à-dire délimitée par des frontières) qui a l'exclusivité de l'autorité et du pouvoir. Comment pourrait-il ne pas être créateur d'oppression et d'inégalités ?

Pour que personne ne pense, ne parle, n'agisse à notre place, pour user quotidiennement de notre liberté, nous pensons que la fin c'est les moyens et voilà pourquoi nous considérons l'autogestion comme seule solution viable à long terme. Utiliser un système autoritaire pour libérer les individus ne peut amener qu'à usurper la liberté, c'est d'ailleurs de cette manière qu'on est arrivé-e-s à la situation actuelle d'oligarchie.

L'État est-ce le grand frère qui veille sur nous, tel un Big Brother ? Qui définit ce qu'est le bien commun et quels sont les objectifs sociétaux ? Comme tu le dis, l'État veille à la santé publique, d'où ces messages sur les paquets de cigarettes, ces campagnes de prévention, etc. C'est aussi lui qui cautionne pollutions chimiques et radioactives, maladies et stress au travail, etc. Car l'État a toujours deux visages. Car son but est de centraliser le pouvoir, et car le pouvoir des un-e-s n'a jamais fait de le bonheur des autres, mais a imposé l'hypocrisie comme seule mode de gouvernance possible.

Tu dis que le coupable des problèmes sociaux c'est l'État, nos politiques et donc nous. Précisons tout de même que les anarchistes ne participent pas à la mascarade électorale et la politique politicienne. Le criminel-le c'est l'électeur-ice.

**Le vote provoque l'impuissance
politique et peut entraîner la
mort de votre esprit critique.
Ne commencez pas.**

<http://cat-ait.info>

Nous sommes d'accord sur le fait que l'industrie et l'économie ont dégradé la situation sociale, avec la bénédiction de l'État. C'est qu'actuellement les multinationales ont plus de pouvoir que les États et que leurs intérêts sont liés. Ce n'est pas pour rien si Sarko est à la fois au pouvoir et l'ami de Bouigues et compagnie. Ce n'est pas pour rien si ensemble ils désignent un ennemi public (étranger-e-s, fonctionnaires, chômeur-euse-s.) C'est une tactique sciemment programmée pour détourner le regard du peuple. Ce n'est ni un laxisme, ni un glissement.t

Là où vraiment je ne te suis plus, c'est lorsque tu confonds service public et nécessité de l'État. Nous avons tou-te-s besoin de transports, d'accès aux soins, à l'énergie et à l'éducation. Mais qui a dit qu'il fallait un État pour cela ?? L'histoire nous a même déjà montré des expériences d'organisation collective dans l'intérêt commun. Par exemple en Espagne en 1936, les enfants ont pu bénéficier d'une éducation, les transports ont été rendus accessibles à tou-te-s, et les décisions de vie commune ont été prise communément. Comment ? Par l'autogestion des usines (on vire les patron-ne-s et on ne garde que les travailleur-e-s), par des assemblées générales (pas de chef-fe-s), par une prise de conscience de l'intérêt commun. Point d'État là dedans, mais le syndicalisme révolutionnaire de la CNT ! Si ce pouvoir du peuple avait été donné à une minorité de bureaucrates alors l'intérêt commun aurait disparu. Hélas c'est ce qui s'est passé et Franco a pris le pouvoir.

L'État ne garantit pas un accès démocratique. L'État dicte ses lois et a le monopole de la violence pour s'attaquer à ses détracteur-ice-s : pour les enfermer (comme Julien Coupat), pour enfermer des sans-papiers, pour les normaliser (par exemple castrer les intersexes et transsexuels), pour matraquer des manifestant-e-s, pour déclarer la guerre et envoyer ses citoyen-ne-s à la tuerie, pour circonscrire le citoyennisme au vote étatique, et pour prélever l'impôt nécessaire à tout cela... Tout cela se fait de gré ou de force. Un État fort qui sait imposer sa loi et qui ne se soucie que de son auto-conservation : voilà le but à long terme de tout État.

Il est important de connaître ses ennemis pour les combattre. L'État est l'ami du pouvoir. Veux-tu vraiment donner ce pouvoir à toute personne suffisamment avide pour le vouloir ? Marine Le Pen soutient la même vision que toi de l'État fort, de l'État policier et de l'intérêt de la minorité gouvernante.

Il n'y a pas une morale collectiviste à imposer à une population, il y a des moyens d'organisation collective et démocratique à mettre en place, pour définir ce qu'est l'intérêt commun, au delà du bien et du mal. Ce à quoi s'oppose l'État. Diriger et vouloir l'intérêt général c'est soumettre une population à la subjectivité d'une minorité, qu'elle soit capitaliste ou communiste. Voilà pourquoi nous sommes anarchistes. L'autorité politique s'oppose à la démocratie directe, à l'autonomie et à l'auto-organisation, à la constitution de "communes" et à leur fédéralisme, nécessaires à la réalisation de notre idéal collectiviste.

Pour continuer, je t'invite à lire "La société contre l'État", de Pierre Clastres, que nous diffusons en brochure, et qui est disponible sur <http://www.infokiosques.net>

Le communisme n'était pas la solution, mais le capitalisme est toujours le problème. Essayons l'anarchisme.

Maïa, communiste libertaire

STILL SMOKING THE
SAME OLD BRAND?

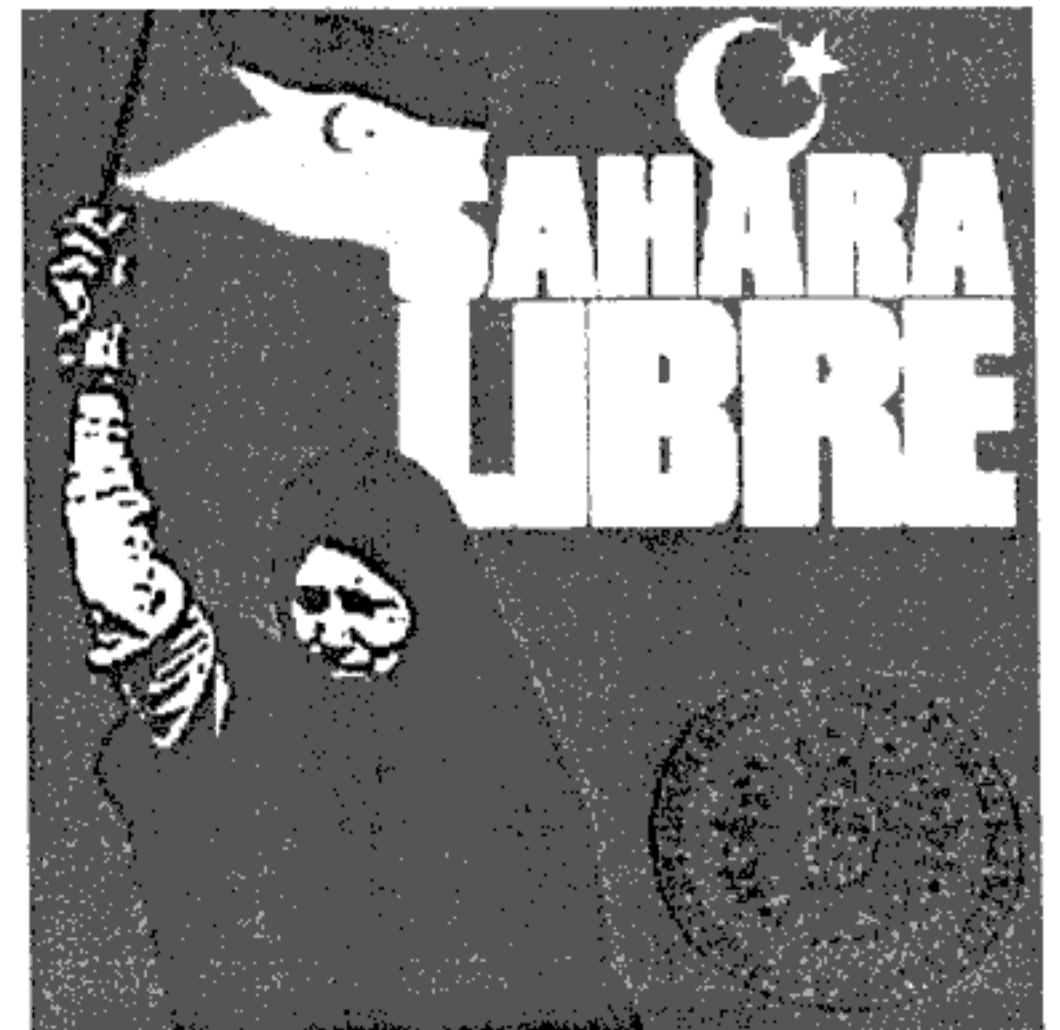


ANARCHY

SAHARA OCCIDENTAL : OUBLIÉ DES DROITS DE L'HOMME

Pendant que la communauté internationale se solidarise enfin du peuple libyen et s'empresse de le protéger de l'oppression kadhafiste révélée au grand jour par le soulèvement des ignorés; à quelques 2000 km de là, à l'Ouest, le Sahara occidental se bat pour son droit le plus élémentaire lui aussi... mais à l'ombre du débat onusien. Depuis 20 ans, il lutte pacifiquement pour accéder enfin à un référendum d'autodétermination qui mettrait fin au processus de décolonisation qui lui a été volé en 1974...

Le peuple sahraoui ne fait pas la Une des journaux-télé. Qu'il survive réfugié dans le désert algérien depuis 35ans ou de l'autre côté du mur militarisé marocain, qu'il souffre la domination de sa nouvelle puissance colonisatrice, le Maroc... c'est bien loin du regard occidental. Revenons sur sa page d'Histoire. La souveraineté du Sahara occidental, ancienne colonie espagnole, est déjà usurpée à ses habitants, les Sahraouis, depuis 1884. Mais au processus de décolonisation qu'annonçait le retrait des troupes espagnoles en 1974, dans la lignée de l'émancipation ambiante, le soulèvement sahraoui a vu se substituer, durablement, l'invasion marocaine. Partant de quoi, le Sahara occidental est resté sous sa domination.



Alors, depuis 1976, la République Arabe Sahraoui Démocratique s'organise sur un bout de désert que lui a cédé l'Algérie pour y installer ses camps de réfugiés. Membre de l'Union Africaine, elle vie pourtant, dépouillée des richesses de sa terre, au dépend de l'aide humanitaire. Elle interpelle des groupes de citoyens qui s'organisent en association de soutien à sa lutte, dans toute l'Europe, en Algérie, en Afrique du Sud... Mais qui le sait?

Et malgré la légitimité de sa requête d'obtenir, juste, son droit de peuple à établir sa souveraineté sur son territoire, comme axé par la résolution 1514 du Conseil de sécurité de l'ONU, elle reste dans l'impasse. Ce même Conseil l'a invité jeudi, une fois de plus, à négocier avec le gouvernement marocain qui, obstinément, refuse tout bonnement d'envisager la solution de l'émancipation.

Les Nations Unies avaient amené en 1991 à un cessez le feu entre marocains et membres du Front Polisario, le mouvement de libération sahraoui. Mais elles n'ont pas encore organisé le référendum qui en était la condition sine qua none et devait "permettre aux habitants du Sahara Occidental [...] de décider du statut futur du territoire". La tâche incombe depuis 20 ans à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un Référendum au Sahara Occidental (MINURSO) et rien ne bouge. Que continuent les discussions. Un simulacre diplomatique, dans les coulisses du pouvoir... à notre insu.

Esprit colonial toujours

Sous le manteau aussi, l'accord de pêche qui autorise l'Union européenne à exploiter les littoraux "marocains", et par la même occasion, les richesses poissonnières au large du Sahara occidental. En échange, une contribution financière... à l'État marocain, évidemment. Et l'Europe se fait complice du pillage d'un territoire colonisé, comme un goût de déjà vu qu'on aimerait croire dépassé.

Mais personne n'est dupe quant aux intérêts qui motivent les dirigeants de ce monde dans leurs relations internationales. Economie et opinion publique, nous laisserait croire Nicolas Sarkozy quand on le voit s'émouvoir de la cause libyenne car, bien sûr, il serait impensable de ne pas aider ce peuple menacé... médiatiquement. Intervention militaire, on fonce, France la première, comme pour faire oublier qui a armé le tyran. Effacés les honneurs de la nation servis au dictateur.

Drôle de politique pour le pays dit « des droits de l'homme ». Mais peut-être n'avez-vous pas eu vent d'une autre farce amère qui s'est jouée l'an dernier ? Quand le Front Polisario demandait que le rôle de la MINURSO soit étendu à l'observation de la violation des droits de l'homme au Sahara occupé. C'est également au nom de la France que Nicolas Sarkozy a posé le veto qui a gelé la requête. On ne l'a pas entendu souvent alors on cligne des yeux : surveillance des droits humains ? Non.



Un sahraoui devant le champ de mines et le mur de la honte qui le sépare de sa terre natale et de sa famille.

Surprenant usage du pouvoir français de dissuasion alors que toutes les autres missions onusiennes de maintien de la paix depuis 1991 sont dotées de ce processus.

Si des observateurs de l'ONU pouvaient constater les situations critiques au Sahara occupé, la communauté internationale pourrait se positionner, peser de son poids de médiateur. Possible que cette visibilité dissuaderait la transgression des droits élémentaires attendant à la liberté ou la dignité et qu'elle empêcherait qu'un climat de terreur n'obscurcisse le quotidien des civils.

Positionnement choquant, oui, en vue des sévices alarmants, subits par les populations civiles en territoire occupé, que dénoncent différentes ONG (Amnesty International, Human Rights Watch...) : privations de biens, harcèlements, campagnes d'intimidation, arrestations politiques arbitraires (autrement appelés prisonniers de conscience), enlèvements, tortures (publiques ou non), viols...

Mais sous la protection française, l'allié marocain perpétue ses méfaits et ignore le droit international en toute impunité.

Désir de paix et soif de liberté

La situation de ce peuple méprisé et ignoré est insupportable. Les sahraouis ont abandonné les armes au profit de la solution diplomatique proposée par l'ONU. En exil, ils ont organisé les bases d'une démocratie. A commencer, malgré le dénuement, par des efforts maintenus dans le domaine de l'éducation, mais aussi la mise en place d'élections, la constitution d'un gouvernement, d'un parlement (... paritaire !). Processus démocratique qui n'attend plus que de voir le Maroc entendre raison pour enfin s'établir pleinement.

Qu'attend-on pour faire respecter leurs droits ? Que ceux qui ont baissé les armes pour s'en remettre à l'ONU regrettent l'époque des combats ? Que la jeunesse, qui a grandi dans les camps au crochet de la solidarité internationale ou alors sous le joug marocain, se désespère ?

Les dangers de l'ignorance médiatique et de la paralysie diplomatique sont bien connus de l'Histoire. Lutter pacifiquement et dans son bon droit dans l'indifférence générale ne peut conduire qu'au pire.

Mais les sahraouis ne cèdent pas. Quelques jours avant que l'ONU ne statue à nouveau sur le dossier sahraoui, le président de la RASD rappelait, devant une délégation d'élus et de représentants de la société civile française, sa « volonté de paix qui n'a jamais plié depuis 1991 ». Il appelle au soutien civique du peuple français (le peuple français) « qui porte réellement les valeurs des droits de l'homme et de la décolonisation. Il lui demande de faire pression sur ses élus pour mettre fin à la connivence qui met injustement le gouvernement marocain en position de force.

Alors, il sonne comme un fameux « Indignez-vous », le « Embarrassez-les » que prône un membre de la délégation. On comprend bien. Ne laissons pas le peuple sahraoui lutter seul dans l'ombre. Et ne laissons pas ceux qui sont censés porter notre voix se faire complice, nous rendre complice, de cette oppression de plus.

Chronique d'un antifascisme ordinaire

Lyon, samedi 04 avril 2011, une manifestation antifasciste réunit 2000 personnes. C'est déjà la deuxième en 2 ans. Le climat à Lyon est devenu délétère depuis quelques années. Une charogne, que l'on croyait morte et enterrée depuis un demi siècle, semble ressuscitée. Elle étend son spectre nauséabond sur la ville et semble vouloir en découdre. Au premier abord on ne saurait la reconnaître, la bête immonde a mué, fait peau neuve, digéré la complexité de notre époque pour mieux l'infiltrer. Mais le vernis s'écaille vite, et les vieux réflexes reprennent le dessus. Et alors la sérénade séculaire fait de nouveau résonner ses douces sonorités : ratonnades, xénophobies, antisémites, nazis, antiracaille, fierté nationale... Petit retour en arrière. Lyon depuis quelques temps est le terreau fertile d'une extrême droite en expansion. Il y a bien évidemment l'ancestral Bruno Golnisch, professeur émérite à l'université de droit de Lyon et accessoirement idéologue du Front National, mais lui n'est pas le plus dangereux, loin s'en faut.

Non, la source du problème est plutôt à rechercher du côté d'une petite bourgeoisie réactionnaire, qui, fière de son terroir, de ses valeurs et d'une éducation catholique qui berça son enfance, s'échine à combattre le fantôme d'une invasion islamique, d'un dépérissement du christianisme et d'un abandon d'une culture régionale traditionnelle au profit d'une mondialisation omnipotente. A l'opposé du vieux Lyon, Gerland semble être devenu l'autre théâtre de la tragédie fasciste. L'Olympique lyonnais, son équipe, son stade... et ses hooligans, qui depuis un certain temps semblent avoir succombé aux sirènes d'un nationalisme teinté de socialisme.

Voilà donc nos deux entités, jeunesse dorée en manque de sensation forte d'un côté et jeunesse déshéritée en manque d'idéal de l'autre. De là naissent deux structures Rebeyne et Lyon dissident. Rebeyne est un résidu d'un mouvement national, les jeunes identitaires. Les identitaires se démarquent de l'extrême droite traditionnelle par leurs discours et leurs stratégies. Ils ne se définissent pas comme racistes mais plutôt comme ethnocentristes. Ils défendent l'idée d'une Europe blanche, pure et catholique. Ils prônent l'unité des spécificités régionales européennes tout en critiquant l'Union Européenne, la mondialisation et le système capitaliste actuel. L'idée de fond est plutôt simple, chaque "race" chez soi, pas de mélange et la pérennité de la civilisation sera assurée.

Ainsi surfant sur la politique gouvernementale actuelle, ils stigmatisent l'islam, les "racailles", et vont dans le sens du tout sécuritaire. Leurs références historiques, populaires, plongent volontairement dans une certaine confusion. Ainsi, Les identitaires lyonnais reprennent à leur compte la révolte des canuts, les identitaires parisiens célèbrent les apaches (bandits romantiques du début du 20ème siècle) aussi bien que la Commune. L'association Lyon dissident fait moins dans la subtilité. Son affinité pour les mouvements néo nazis européens est reconnue. Il se murmure même qu'elle serait une couverture pour une section française du Blood and Honour. Ce dernier étant un réseau international de promotion de musique néo nazis, fondé en 1987 et interdit en France. Lyon dissident s'est récemment doté d'un local dans le quartier de Gerland, officiellement pour que les hooligans interdits de stade puissent venir voir les matchs. Mais dans l'arrière boutique ont lieu régulièrement des concerts de RAC (rock against communism). La scène musicale a vu défiler la crème des groupes néo nazis européens.

Si l'activité des fascistes lyonnais se limitait à l'organisation de concerts ou la commémoration d'événements historiques qui n'ont rien de nationalistes, le climat serait encore à peu près vivable. Mais la bête immonde a choisi de s'attaquer aux corps et depuis 2 ans, les agressions se multiplient. Retour chronologique en bref. Dimanche 7 Mars 2010, à l'initiative des Identitaires Lyonnais, environ quarante personnes d'extrême droite ont envahi le Quick de Villeurbanne, halal depuis décembre. Leurs slogans : « Ça suffit l'islamisation » ou encore « Première, Deuxième, Troisième génération. Nous sommes tous des mangeurs de cochon ». Bref, une action ouvertement islamophobe. L'homophobie fasciste s'exprime en juin 2010 avec des agressions et menaces autour de la gay pride. Après une semaine d'émeute, en plein mouvement contre la réforme des retraites, les fascistes (Rebeyne et Lyon Dissident en tête) organisent le 22 octobre une manifestation dans le but explicite de « casser » du jeune manifestant. Les fascistes ne bougeront pas de leur quartier « historique », place Ampère dans le 2e, et on découvrira sur place dans des bouches d'égout du matériel offensif.

Samedi 15 janvier 2011, à la sortie d'un concert organisé à Villeurbanne pour soutenir l'initiative d'un centre social culturel et populaire, les néo-nazis attaqueront plusieurs personnes, en blessant deux grièvement lors d'un véritable guet-apens où l'intention semble avoir été de tuer. 4 personnes sont en détention provisoire en attendant leur procès, au total c'est une dizaine de personnes qui comparaitront. Bilan 80 et 100 jours d'ITT. Le 4 février vers 19h aux Terreaux, une lycéenne revenant d'un rassemblement est violemment agressée par deux fascistes à coups de cutter, alors qu'elle attendait le bus. Bilan : 10 jours d'ITT. Voilà où nous en sommes là le samedi 09 avril, jour de la deuxième manifestation. L'évènement rassemble plus de 2000 personnes, avec comme mot d'ordre, la fermeture du local de Gerland et la dissolution des groupes fascistes lyonnais. Le cortège devait d'ailleurs passer devant le local, la préfecture, par "souci" de sécurité l'en empêchera. Le temps est de la partie, le cortège multiforme démarre, s'échappant du mur de fumée. L'ambiance est déterminée et festive, la manifestation se déroule sans anicroche, la police pour une fois, se fait discrète, les fachos sont invisibles.

Peut-être ont-ils eu peur, peur de déclencher le courroux d'une population qui ne supporte plus de subir au quotidien cette déferlante de haine, qui ne supporte plus cette amnésie historique, ces raisonnements étiés, ces comportements pleutres et minables. Peur de l'affrontement direct aussi, car il y avait dans le cortège effectivement de quoi les recevoir. Le cortège justement est composite, bien sûr il y a les éternels partis politiques, mais pour une fois ceux ne sont pas eux qui sont à l'honneur. Aux premières lignes de la manifestation, un bloc noir, antifasciste radical, imposant. Les gens y ont le visage masqué par souci de ne pas être identifié, par peur des représailles sans doute. Car ceux sont eux qui subissent le fascisme au quotidien, et ceux sont eux qui le combattent jour après jour, chez eux, dans leur quartier, leur ville, leur travail, leur lycée, leur université... Eux qui sont à l'origine de cette manifestation, et qui savent que demain quand l'euphorie sera retombée, sans les strass ni les paillettes, sans les drapeaux ni le soutien du parti, le combat continuera toujours. Ils viennent de toute la France et même d'autres pays, car l'antifascisme n'a pas de frontière. On retrouve aussi dans le cortège des membres de la CGA (coordination générale anarchiste), dont la banderole souligne le lien entre fascisme et réalité économique. Car la pauvreté, les inégalités sociales, l'injustice sont le terreau du nationalisme et du fascisme. Au-delà de la violence qui a trait à l'antifascisme, et qui à l'heure actuelle semble inévitable, celui-ci ne peut se passer d'une analyse en profondeur qui éclaire sur les véritables origines du fascisme. Car sans analyse il ne peut y avoir compréhension et sans compréhension il ne peut y avoir résolution. La manifestation se termine dans le calme, mais le combat continue encore et toujours, tant que la bête immonde ne sera pas renvoyée dans les abîmes de l'histoire. Le lendemain nous apprendrons que deux individus ont été agressés par une dizaine de fascistes alors qu'ils rentraient chez eux après la manifestation. Bilan, mâchoire brisée pour l'un, nombreuses contusions pour l'autre.

Le fascisme c'est la gangrène, on l'élimine ou on en crève

Un soir Saint Ingberg



Il est à peu près 8H lorsque nos deux voitures arrivent sur le lieu dit : le Yutz . D'après les organisateurs de cette soirée débat/concert, l'endroit où ils font vivre leur culture alternative serait une sorte de M.J.C autogérée. Autant dire qu'on ne connaît pas de tel mélange dans notre patrie du « tout réglementé ». Il fait nuit et nous commençons à décharger les voitures car une partie de notre « convoi » est là pour « poser du son ». Il est difficile de ne pas remarquer que les murs sont recouverts de graffitis en allemands qui, au passage, me sont incompréhensibles. Cependant certains éléments me permettent de cibler l'endroit. Du « A cerclé », chers aux anarchistes, au concept quasi transparent de « antifaschistische aktion » je comprends que la façade ornée de banderole cache un lieu alternatif qui n'a pas grand chose à envier aux squats que l'on peut voir chez nous.

Christophe, un ami franco-allemand du groupe, nous accueille et nous invite à entrer. Nous le suivons en prenant les escaliers au travers d'une dizaine de jeunes y stationnant pour fumer, les locaux étant non-fumeur ! En franchissant la porte, on tombe sur un vaste couloir au bout duquel prend place un large escalier. Cette grande bâtisse où l'ambiance est festive me fait penser à une maison de colonie de vacances où tout le monde se connaît et où les rapports sont joviaux.t

Après être entré dans la salle de conférence où se tenait le débat sur les mouvements populaire du Chiapas, je n'ai pas attendu 5 minutes avant de me voir offrir une bière par un allemand. A mon étonnement il parlait aussi français comme quelques uns d'entre eux qui avaient même pris la peine de traduire chaque intervention du débat. C'est d'ailleurs remarquable de constater que tous autant qu'ils étaient parlaient au moins l'anglais. C'est tout en accord avec l'ouverture d'esprit qui règne dans cet endroit où l'on peut croiser un vieillard côtoyant le même comptoir que de jeunes lycéens.

Vers 22H Christophe nous laisse à l'un de ses camarades pour nous faire visiter le reste du YUTZ. Il a plusieurs piercings sur le visage et il me semble affublé d'un sous pantalon avec une sorte de bermuda portant de nombreuses inscriptions. Le plus étonnant étant qu'il ne paraît pas en dissonance avec les autres personnes qui partagent le lieu. En effet il me semble important de préciser que les allemands ont une culture du look alternatif plutôt prononcée. Et ce qui pourrait paraître comme étant un look décalé n'est pour eux que la logique expression d'une culture débridée qu'illustre très bien la présence d'un skate-park dans la salle de jeux voisine...

Ensuite nous montons à l'étage, ce qui nous permet d'admirer la tapisserie faite d'affiches et d'autocollants ne laissant plus une place pour se souvenir de la couleur des murs.

A l'étage se situe le local d'une association cinématographique qui diffuse des bobines à l'ancienne, il y a également une salle informatique accessible à absolument tout le monde sans aucune réserve. Enfin la salle qui nous servira de dortoir est en fait un salon plein de canapé qui sert à accueillir les invités du Yutz étant donné qu'il n'y a pas de chambre. C'est ce qui fait le caractère original de ce lieu aux allures de squat mais qui cependant n'est que la rencontre d'une culture underground couplée d'une volonté de s'organiser indépendamment et autrement que part des schémas préconçus. Cela n'étant pas sans déplaire à la mairie de St Ingberg qui « souhaite mettre fin au YUTZ et ne verse plus de subventions depuis plus d'un an » d'après Christophe.

Le lendemain, c'est avec la singulière envie de revenir un jour ici que je plie mes bagages (un pull et une bouteille d'eau) ; en espérant que ce lieu de culture aux reflets libertaires ne laissera la force de son partage se noyer dans l'absurde politique de la majorité.

PORTRAIT

Depuis le 1er mai et l'annonce de la mort d'Oussama Ben Laden, le monde entier et plus particulièrement la sphère médiatique sont en ébullition. Multiples sont les reportages et autres articles retraçant le parcours du leader d'Al Quaida, mais aussi relatant les événements de l'après 11 septembre et la guerre en Afghanistan. L'histoire de l'Afghanistan nous est donc comptée, souvent grossièrement, par des occidentaux assimilant trop facilement la trajectoire d'un peuple à celui d'un fanatique religieux. Peuple pourtant vertueux qui a su endosser les vicissitudes de l'histoire avec un courage hors norme. Un peuple et un pays dont un homme est le parfait symbole. Un oublié de l'histoire, un de plus dont le souvenir a volontairement été estompé, car certainement trop gênant. Cette figure indomptable, c'est celle du commandant Ahmed Chah Massoud, le lion du Panshir. Massoud était un homme hors du commun, de la race de ceux qui marque le monde de leur empreinte. A la fois chef militaire et homme politique, il a mené la résistance afghane contre l'invasion des forces soviétiques puis a combattu le régime fondamentaliste des Talibans.

A partir de 1979, l'Afghanistan est annexé par l'URSS, un gouvernement communiste instauré à Kaboul étant sa domination sur tout le pays. Mais les régions du nord restent indomptables, Massoud fait de la vallée du Panshir un îlot de résistance. Cette zone stratégique devient le point de départ de la résistance afghane. Massoud prend en charge la formation militaire de paysans et commerçants, et crée l'Alliance afghane du Nord. Peu formée, armée de fusils et mitrailleuses récupérés dans les décombres soviétiques, isolée, cette armée clandestine qui semble dérisoire, tient tête à la plus puissante force militaire mondiale. Le génie de Massoud, le courage, la détermination et la soif de liberté des habitants du Panshir font le reste. 7 attaques des forces soviétiques sont repoussées, jusqu'à leur retrait définitif en 1989. C'est la première fois qu'une trêve est imposée à l'Armée rouge.



Mais on ne peut réduire Massoud uniquement à une héroïque figure militaire. Cet homme, charismatique, sensible, cultivé (il a étudié au lycée français de Kaboul) est aussi un homme politique d'une qualité rare. Il a su créer des instances démocratiques et justes au cœur d'une vallée isolée, sans la moindre ressource qu'une agriculture auto subsidiaire, et soumise aux horreurs de la guerre. Il a rétabli l'instruction, l'a élargi aux femmes, créé un tribunal et une prison, organisé des élections démocratiques dans chaque village. A la fin de la guerre, le Commandant, refusant le poste de président, endossa celui de ministre de la défense pour un temps. Massoud était un homme simple, au sourire facile et au regard protecteur. Il chérissait sa terre à tel point qu'il était prêt à se sacrifier pour ne pas la voir bafouée. Il était certes guidé par la foi, ses soldats se proclamant moudjaedhine, mais une foi raisonnée loin de tout extrémisme ou fanatisme. Le fanatisme d'ailleurs croisa sa route à plusieurs reprises, sous le visage de talibans. Et à chaque fois Massoud les combattit avec détermination, dans une guerre intestine qui déchira l'Afghanistan entre 1996 et 2001. Massoud voulait préserver la liberté et la dignité de son peuple, le 2 juillet 2000, il signa la charte des droits fondamentaux de la femme afghane.

Le visage sympathique, les traits fins mais marqués, stigmate des années endurées, toujours à l'écoute, Massoud était un homme sensible. Et pourtant malgré les amis tombés au combat, malgré les innombrables morts, jamais il ne défaillait. Car un homme afghan ne pleure pas, sauf à l'intérieur. Ahmed Chah Massoud résista toute sa vie. Il fit face aux russes et aux talibans, mais aussi aux américains, aux pakistanais, aux saoudiens ou encore aux syriens. Mais ce 09 septembre 2001, il ne put résister à l'attentat suicide, perpétré par des talibans, qui le terrassa. Ainsi s'éteignit le lion du Panshir, s'en allant rejoindre le panthéon des résistants de l'Histoire au côté d'Arafat ou de Guevara, deux jours avant des attentas qui bouleversèrent la face du monde.

RUSSIAN ANTIFASCISTS

KEEP THE FIGHT!



NOUVEAU !

Le fameux syndicat anarcho-révolutionnaire C.N.T (Confédération nationale du travail) renaît sur Nancy. Si toi aussi tu en as marre d'être soumis à ton patron, et que ta volonté émancipatrice n'a d'égal que le dégoût du capitalisme ; Rejoins-les !

